



Québec

Rapport sur la situation financière du Québec – 1er trimestre de 2025-2026

La situation budgétaire demeure inchangée par rapport au budget

Le [Rapport sur la situation financière du Québec](#) révèle que le **solde budgétaire** de la province pour l'exercice financier en cours **demeure inchangé** par rapport au budget de mars 2025. Le déficit budgétaire pour l'exercice 2025–2026 est toujours estimé à 13,6 milliards de dollars. Ce montant inclut un versement de 2,2 milliards de dollars au Fonds des générations ainsi qu'une réserve de prévoyance de 2 milliards de dollars qui n'a pas été utilisée. Le **ratio de la dette nette au PIB reste également inchangé**, avec une prévision de 40,4 % d'ici mars 2026, comparativement à 38,7 % en mars 2025 et à un creux à long terme de 37,9 % enregistré il y a deux ans.

Légère révision à la hausse des revenus; service de la dette plus élevé

Les revenus fiscaux pour l'exercice 2024–2025 ont été supérieurs aux prévisions, ce qui constitue une bonne nouvelle pour le gouvernement puisque ces gains sont récurrents. En conséquence, l'estimation des revenus autonomes pour 2025–2026 a été augmentée de 350 millions de dollars. Les transferts fédéraux ont également été révisés à la hausse de 130 millions de dollars.

Du côté des dépenses, les **dépenses de programmes demeurent inchangées**. Toutefois, les **coûts du service de la dette ont augmenté** de près de 500 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Cette hausse est attribuable à la montée des taux d'intérêt mondiaux et aux rendements plus faibles que prévu du Fonds d'amortissement des régimes de retraite l'an dernier.

PIB réel du Québec : un mélange de forces positives et négatives

Les dépenses totales devraient croître de 3,1 % en 2025–2026, tandis que les **revenus totaux n'augmenteraient que de 0,5 %**.

Cette quasi-stagnation des revenus reflète le **rythme lent de la croissance économique**. Le budget de mars prévoyait une croissance du PIB réel du Québec de 1,1 % en 2025. Nous ne voyons pas de risque important à la baisse pour cette prévision. Notre suivi de la situation indique une croissance de 1,0 % pour l'année, incluant une contraction trimestrielle annualisée de 2,4 % au deuxième trimestre, comme indiqué dans [le rapport des comptes économiques du Québec](#) publié la semaine dernière.

La ventilation du PIB du deuxième trimestre 2025 dévoile des forces contradictoires. **Les exportations internationales de biens ont chuté** de 36 % (trimestre-sur-trimestre, annualisé) après un bond d'activité précédent la mise en œuvre des tarifs douaniers américains. Il s'agit du recul le plus marqué depuis la pandémie, principalement attribuable au secteur de l'aluminium, durement touché par les tarifs américains, ainsi qu'à la volatilité dans l'industrie aérospatiale. Les volumes d'exportation de métaux précieux et de produits chimiques ont également fortement diminué.



De plus, de nombreuses entreprises reportent leurs projets d'investissement. L'investissement en structures non résidentielles a diminué pour la quatrième fois en cinq trimestres – une tendance qui devrait se poursuivre tant que l'incertitude économique persiste. L'investissement en machinerie et matériel est stable depuis deux ans. Un [sondage](#) mené plus tôt cette année par l'Association des manufacturiers et exportateurs du Québec a révélé qu'environ la moitié des entreprises ont suspendu leurs projets d'investissement en raison des tarifs. La moitié des répondants ont également cité la hausse des coûts.

Les ménages font preuve de résilience

Les dépenses de consommation ont augmenté de 3,8 % (trimestre-sur-trimestre, annualisé), portées par un rebond des biens durables et une croissance soutenue des services. Toutefois, **une partie de ces dépenses a été financée par l'épargne, alors que la croissance du revenu du travail s'est essoufflée**. Le taux d'épargne des ménages a diminué pour un troisième trimestre consécutif, bien qu'il demeure élevé à 7,9 %. Enfin, **l'activité sur le marché immobilier reste dynamique**. Le faible nombre d'inscriptions de reventes contribue à la hausse des prix des logements dans toutes les régions de la province.

Conclusion : Résilience budgétaire en 2025-2026, beaucoup d'incertitude pour 2026-2027

Le [Rapport sur la situation financière du Québec](#) met en lumière **une résilience budgétaire à court terme en 2025-2026, mais les perspectives pour l'année suivante sont très incertaines**.

Bien que l'incertitude liée aux tarifs n'ait pas entraîné de risque important à la baisse par rapport à la prévision du PIB réel du Québec en 2025, la situation pourrait être différente en 2026. En effet, le **budget 2025 prévoit une croissance du PIB réel de 1,4 % en 2026, ce qui s'avère optimiste**. Si la croissance économique s'avère plus faible que prévu, cela pourrait mettre sous pression les finances publiques en 2026–2027. Le budget 2025 prévoit un amincissement du déficit à 9,5 milliards de dollars en 2026–2027, contre 13,6 milliards cette année.

Plusieurs facteurs pourraient influencer les perspectives budgétaires du Québec en 2026–2027 et au-delà :

- **L'incertitude liée aux négociations de l'ACEUM** en 2026 s'aggravera-t-elle ou s'atténuerait-elle?
- **La réduction prévue de l'immigration** contribuera-t-elle à freiner la hausse du chômage?
- Le gouvernement du Québec introduira-t-il de **nouvelles politiques budgétaires** avant les élections d'octobre 2026?
- Dans quelle mesure les **politiques d'investissement** du prochain budget fédéral stimuleront-elles les dépenses des consommateurs et des entreprises en 2026?
- Quel impact pourrait avoir la **nomination d'un nouveau président de la Réserve fédérale américaine** en mai 2026, en remplacement de Jerome Powell, sur les taux d'intérêt à court et à long terme?